



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion
professionnelle des personnes placées sous main de justice**

**Service de l'emploi pénitentiaire
Régie industrielle des établissements pénitentiaires**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Agence du Travail d'Intérêt Général et d'Insertion Professionnelle des personnes placées sous main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin
19015 TULLE
www.sep.justice.gouv.fr

Objet de la consultation :

Enlèvement, transport de produits manufacturés, au départ des ateliers de production de l'ATIGIP-RIEP, acheminement et livraison sur l'ensemble du territoire métropolitain. Mise à disposition d'entrepôts de stockage avec prestations de manutention et logistique associées.

- Lot 1 : Transport de palettes selon le principe de mise à disposition de moyens de transport dédiés, sur la base d'un coût kilométrique avec forfait ;
- Lot 2 : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention et logistique associées, localisation centre de la France ;
- Lot 3 : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention, logistique, acheminement des marchandises associées, localisation proximité Riom (63).

Type de procédure :

Le présent **appel d'offres est ouvert** et est soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il est du type accord cadre à bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, sans montant minimum avec montant maximum.

Le présent C.C.A.P. comporte 9 pages numérotées de 1 à 9

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 - LE PRESENT MARCHÉ PORTE SUR LES PRESTATIONS SUIVANTES	3
1.2 - TRANCHES ET LOTS	3
1.3 - QUANTITES ESTIMATIVES	3
1.4 - VARIANTES	3
ARTICLE 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES	3
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ	4
4.1 - ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE	4
4.2 - DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 – MODALITE, CONDITION ET DELAI D'EXECUTION	4
5.1 - LOT 1	4
5.2 - LOTS 2 ET 3	4
5.3 - DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 6 – INDEMNITES - PENALITES	5
6.1 - INDEMNISATION	5
6.2 - PENALITES POUR NON-REMISE DE DOCUMENTS SOLLICITES	6
ARTICLE 7 – VERIFICATION DE LA PRESTATION	6
7.1 - DEFAILLANCE DU TRANSPORTEUR A L'ENLEVEMENT	7
7.2 - EMPECHEMENT A LA LIVRAISON	7
ARTICLE 8 – CONSIDERATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	7
8.1 - CLAUSE D'EXECUTION SOCIALE – ÉGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	7
8.2 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	8
9.1 - NATURE DU PRIX	8
9.2 - CARACTERE DU PRIX	8
9.3 - CLAUSE BUTOIR	9
ARTICLE 11 – DISPOSITIONS DIVERSES	9
ARTICLE 12 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT	9
12.1 - FACTURES LOT N°1	10
12.2 - FACTURES LOTS N° 2 ET 3	10
12.3 - MODE DE REGLEMENT - DELAI DE PAIEMENT	10
12.4 - ORIGINE DU PAIEMENT	10
12.5- AVANCE	11
12.6 - ACOMPTE	11
ARTICLE 13 – MISE AU POINT	11
ARTICLE 14 – CLAUSE DE REEXAMEN	11
14.5 LES MODIFICATIONS DUES A UNE EVOLUTION REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE	12
ARTICLE 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	12
ANNEXES CCAP – ESTIMATIF PREVISIONNEL PAR LOT	13

Article 1 – OBJET DU MARCHE

1.1 - Le présent marché porte sur les prestations suivantes

Enlèvement, transport de produits manufacturés, au départ des ateliers de production de l'ATIGIP-RIEP, acheminement et livraison sur l'ensemble du territoire métropolitain. Mise à disposition d'entrepôts de stockage avec prestations de manutention et logistique associées.

1.2 - Tranches et lots

Le marché est décomposé en trois lots :

- **Lot 1 : Prestations de transport de palettes avec contraintes spécifiques, selon le principe de mise à disposition de moyens de transport dédiés sur la base d'un forfait kilométrique et coût km supplémentaire. Principe de tournée sans régularité. Concerne l'enlèvement des produits manufacturés au départ des ateliers de production de l'ATIGIP- RIEP, acheminement et livraison sur l'ensemble du territoire métropolitain.**

Lieux d'enlèvement réguliers : (liste non exhaustive)

Melun (77), Val de Reuil (27), Rennes (35), St Martin de Ré (17), Caen (14), Clairvaux (10), Montmédy (55), Toul (54), Riom (63), St Maur (36), Arles (13), Eysses (47), Muret (31), Saint Sulpice (81), Lannemezan (65), et Uzerche (19), Entrepôts de stockage.

- **Lot 2 : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention et logistique associées, localisation centre de la France. Surface forfait annuel de 3 000 m² et m² supplémentaires.**
- **Lot 3 : Mise à disposition d'un entrepôt de stockage avec prestations de manutention, logistique, acheminement des marchandises associées, localisation proximité Riom (63). Surface forfait annuel de 1 000 m² et m² supplémentaires.**

Les prestations sont réalisées suivant les conditions définies dans le C.C.T.P n° 06/06052025

Pour tous les lots le marché prend effet à compter du 01 janvier 2026.

1.3 - Quantités estimatives

Les besoins et volumes annuels, pour tous les lots sont indiqués au présent CCAP : « annexe ». Ces estimations sont fournies à titre indicatif pour une période d'un an et ne constituent en rien un engagement contractuel. Les montants maximums pour chacun des lots sont :

- **Lot 1 : montant annuel maximum = 3 000 000 € HT**
- **Lot 2 : montant annuel maximum = 500 000 € HT**
- **Lot 3 : montant annuel maximum = 300 000 € HT**

Les estimations en volume indiquées dans l'annexe du CCAP n° 06/06052025 ne constituent en aucun cas un engagement contractuel de la part du Pouvoir Adjudicateur.

1.4 - Variantes

Lots 2 et 3 : les candidats peuvent proposer en variante plusieurs adresses de localisation d'entrepôt (une seule adresse retenue).

Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Voir C.C.T.P. n° 06/06052025

Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'Acte d'Engagement et ses annexes financières** : annexe AE, selon les lots, grilles tarifaires affrètement, grille prestation logistique, annexes supplémentaires fournies par le titulaire ;

- **Le (C.C.A.P.)** : Cahier des Clauses Administratives Particulières n° 06/06052025 dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seule foi ;
- **Le (C.C.T.P.)** : Cahier des Clauses Techniques Particulières n° 06/06052025 ;
- **Le contrat type** applicable aux transports publics routiers de marchandises pour lesquels il n'existe pas de contrat spécifique (Décret N° 99-269 du 6 Avril 1999 modifié par le Décret n° 2017-461 du 31 mars 2017, J.O. du 2 avril.) ;
- **Le (C.C.A.G.-F.C.S.)** : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services : arrêté du 30 mars 2021 ;
- **Les bons de commande** successifs émis au fur et à mesure des besoins. Formalisme des bons de commandes indiqué au CCTP et validé lors de la mise au point des marchés.
- **La proposition technique** pour étayer l'offre.

Article 4 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ

4.1 - Accord cadre à bons de commande

L'accord cadre est du type **à bons de commande**, (ou document équivalent : demandes d'enlèvement de palettes (outil de commande), titres de transport signé, validation de tournée, ...)

Les bons de commande sont émis, **au fur et à mesure des besoins**, des Ateliers de production de l'ATIGIP-RIEP.

4.2 - Durée du marché

Les présents marchés, pour tous les lots sont établis pour une première période de deux ans qui débutera au **01 janvier 2026 et se terminera au 31/12/2027**.

Au-delà, ils sont **renouvelables 2 fois** par reconduction tacite, pour 2 nouvelles **périodes de 1 an** allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Soit une durée totale de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur peut se prononcer au plus tôt 3 mois avant la fin du marché sur la non reconduction de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard un mois avant la fin du marché, le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant accepté sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se désengager du contrat ; le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Chaque lot fait l'objet de marché, reconduit et géré individuellement.

Article 5 – MODALITE, CONDITION ET DELAI D'EXECUTION

5.1 - Lot 1

L'ATIGIP-RIEP émet des bons de commande ou document équivalent, validation de tournée, demande de préparation, qui doivent préciser à minima :

- la référence ou l'identification du marché ;
- les lieux et les dates de livraisons ;
- la désignation et le conditionnement des envois ;
- le recours à d'éventuelles prestations annexes, en précisant leur montant.

Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont conformes à la tournée validée et ont valeur contractuelle.

5.2 - Lots 2 et 3

L'ATIGIP-RIEP émet des bons de commande ou document équivalent, demande de préparation,

commande de mise à disposition de surface qui doivent préciser à minima:

- la référence ou l'identification du marché ;
- les lieux et les prestations logistiques ;
- la désignation et le conditionnement à réaliser ;
- le recours à d'éventuelles prestations annexes, en précisant leur montant ;
- le lieu de stockage.

5.3 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution, des prestations de logistique et acheminement de marchandises sont conformes aux délais indiqués dans le bon de commande.

Pour tous les lots, les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le Responsable d'atelier ou son représentant ou toute personne du siège de Tulle ayant délégation de signature.

Les conditions générales d'exécution du présent contrat sont mentionnées dans le C.C.T.P. et seront complétées dans le mémoire technique du titulaire. Ou lors de la mise au point du marché.

Article 6 – INDEMNITES - PENALITES

6.1 - Indemnisation

6.1.1 - Pertes et avaries

Le transporteur est responsable de la marchandise dès sa prise en charge et jusqu'à la livraison avec ou sans stockage. Sauf à établir l'absence de sa propre responsabilité, il s'oblige à réparer tous les dommages matériels, quels qu'ils soient, dans les conditions ci-dessous, résultant notamment, de la perte, de l'avarie ou du vol de la marchandise.

Tout dommage résultant de la perte totale ou partielle ou de l'avarie des colis transportés ou stockés donne lieu à une indemnisation de la part du transporteur. Il est précisé ici, que par dérogation et contrairement à la disposition du « contrat type général » un colis ne sera pas considéré comme un ensemble de plusieurs objets constituant une charge unitaire, **mais chaque objet unitaire, précisé sur la commande et le document de transport, (ex : « 2 armoires sur une palette ») sera considéré comme plusieurs colis et indemnisé comme tel.**

Marquage : 2 colis sur palette / réception : 2 colis.

En cas de perte, d'avarie de la marchandise, les indemnisations seront, pour les transports nationaux, conformes au contrat type (ces contrats sont d'ordre public) de droit français dit « général », résultant du décret n° 99-269 du 06/04/99, modifié par le décret 2001-1363 du 28/12/2001, modifié par le Décret n° 2017-461 du 31 mars 2017, J.O. du 2 avril.

Pour les expéditions inférieures à **3 Tonnes** pour lesquelles il n'existe pas de contrat-type spécifique l'indemnité ne peut excéder **33,00 Euros** par kg de poids brut pour chacun des objets compris dans l'envoi sans pouvoir dépasser **1 000,00 Euros** par colis perdu ou détruit. Dans ce cas, plusieurs colis regroupés dans un même colisage avec quantité spécifiée sur le document de transport « x colis sur une palette » sont considérés comme colis indépendant et indemnisé comme tel. (Ex : 1 palette de 2 armoires = 2 colis, s'il est stipulé sur le document de transport : « 2 colis sur une palette »)

Pour les expéditions supérieures à **3 tonnes** : pour lesquelles il n'existe pas de contrat type spécifique l'indemnité maximum est fixée à **20,00 Euros** du kg de poids brut sans pouvoir dépasser par envoi un maximum de **3 200,00 euros** par tonne de l'envoi.

L'expéditeur a la faculté de faire une déclaration de valeur afin de substituer le montant de cette déclaration au plafond des indemnités.

6.1.2 - Retard, problème de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/ FCS, les pénalités exigibles en cas de non-respect des délais de livraison, sont les suivantes :

En cas de retard de plus de 2 heures par rapport à la tournée proposée et validée par l'acteur ATIGIP RIEP (hors retard imputable à la RIEP et à l'Administration Pénitentiaire) les pénalités

exigibles sont les suivantes :

- 200,00 € forfaitaire : pour des retards de 2 heures à 4 heures ;
- 300,00 € forfaitaire : pour des retards supérieurs à 4 heures.

Ces montants sont fixes pour une journée de tournée, à savoir non cumulable sur la tournée quotidienne.

Ces pénalités feront l'objet d'une facture au titulaire, émise par le site expéditeur.

(Une procédure de gestion des pénalités pourra éventuellement être élaborée lors de la mise au point du marché)

6.1.3 - Faute lourde

En cas de faute lourde du prestataire, transport et stockage, ayant entraîné la perte totale ou partielle ou l'avarie des marchandises transportées ou stockées, le prestataire assumera les responsabilités en découlant. Elle entraîne le **remboursement intégral du dommage matériel avec ou sans valeur déclarée**.

De même les plafonds mentionnés dans l'article 3.3.1 du présent C.C.T.P. ne sont pas applicables, pour les dommages consécutifs à une faute lourde.

La faute lourde correspond à un manquement particulièrement grave aux obligations du transporteur et du logisticien comme par ex :

- L'acceptation d'un arrimage manifestement impropre ;
- Le non-respect des signes « haut » et « bas » porté sur les colis ;
- L'entreposage sans surveillance des colis ;
- Le fait de laisser en souffrance des marchandises pour lesquelles une déclaration d'intérêt à la livraison a été faite par le chargeur ;
- La livraison des colis à un tiers sans s'être assuré de sa qualité de destinataire etc. ... ;
- L'absence de signature du document de transport par le destinataire ;
- Modification du conditionnement/emballage ;
- Le stockage dans des locaux inadaptés.

6.2 - Pénalités pour non-remise de documents sollicités

Le titulaire s'engage à fournir, dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur, tous les documents requis pour le bon suivi administratif, technique ou financier du marché, notamment ceux expressément demandés dans le cadre de l'exécution des prestations.

En cas de non-transmission des documents dans le délai imparti notifié par écrit, une pénalité de 80€ HT par jour calendaire de retard sera appliquée, à compter du jour suivant l'échéance mentionnée.

Le montant total des pénalités appliquées au titre du présent article ne pourra excéder 10 % du montant total HT du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en œuvre toute autre mesure contractuelle prévue au marché en cas de carence persistante.

Article 7 – VERIFICATION DE LA PRESTATION

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives, sont réalisées par le destinataire au moment de la livraison. Celui-ci peut consigner des réserves sur le document de livraison, constatant les manquants et les avaries.

Pour les marchandises stockées, les opérations de vérification seront réalisées par le prestataire avant l'entreposage.

Conformément à l'article L.133-3 du code du commerce, lorsque les réserves sont émises à la date du constat d'avarie ou de perte partielle, le destinataire doit dans un délai de 72 heure ouvré suivant la réception envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception comportant sa protestation.

Cette lettre en recommandée doit être envoyée à l'acteur ATIGIP-RIEP et au transporteur, afin que celui-ci puisse ouvrir un « dossier litige ».

En cas de réserve portée sur le document de transport le transporteur s'engage à les communiquer sans

délai à l'acteur ATIGIP-RIEP.

7.1 - Défaillance du transporteur à l'enlèvement

Le transporteur a pour obligation de respecter les dates et heures d'enlèvement mentionnées sur le bon de commande (ou autre document : fax, courriel, ...). Ces dates sont établies conformément aux délais mentionnés par le titulaire dans son offre.

Défaillance après confirmation d'enlèvement par le transporteur (validation écrite du bon de commande). Dans cette hypothèse : si au moment de l'enlèvement le transporteur ne se présente pas comme convenu, après simple avertissement écrit l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de faire appel à un autre transporteur, avec si besoin une prestation différente (type express), afin de respecter les dates de livraison. Dans ce cas l'ATIGIP-RIEP se réserve la possibilité de refacturer au titulaire le différentiel de coût supplémentaire lié à une prestation de transport spécifique. (Ce montant fera l'objet d'une facture émise par l'atelier concerné). Cette procédure exclut les cas de force majeure.

7.2 - Empêchement à la livraison

Avec prise de RDV et information de livraison, pas de surcoût pour représentation du colis en cas de non-respect par le transporteur des consignes (acceptées) du destinataire.

En cas d'empêchement de livraison celle-ci doit faire l'objet d'un avis de passage qui précise les conditions de mise à disposition des colis au destinataire.

Article 8 – CONSIDERATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

8.1 - Clause d'exécution sociale – Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le titulaire du marché s'engage, pendant toute la durée d'exécution du contrat, à respecter les obligations légales et réglementaires en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

- Ne pratiquer aucune discrimination fondée sur le sexe dans le recrutement, la rémunération, la formation, l'évolution professionnelle ou les conditions de travail de ses salarié-e-s.
- Mettre en œuvre des actions favorisant l'égalité professionnelle (ex. : sensibilisation, plan d'action, indicateurs internes).
- Fournir, à la demande de l'acheteur public, tout document permettant de vérifier le respect de ces engagements (ex. : index égalité femmes-hommes, rapport de situation comparée, plan d'égalité).

Le titulaire devra fournir à la remise des offres les documents suivants :

- 1- Déclaration sur l'honneur attestant du respect des obligations légales en matière d'égalité femmes-hommes, notamment :
 - Non-discrimination à l'embauche,
 - Accès équitable à la formation,
 - Égalité salariale à poste équivalent.
- 2- La charte éthique ou le règlement intérieur incluant des engagements sur l'égalité professionnelle.
- 3- Des indicateurs de performance sociale (ex. : part des femmes dans les postes de direction, écarts de rémunération).
- 4- Plan d'action relatif à l'égalité professionnelle.
- 5- Tout autre document utile prouvant la mise en œuvre effective de sa politique d'égalité

Il conviendra également de fournir ces documents de manière annuelle pendant toute la durée d'exécution du marché.

8.2 - Clause environnementale

8.2.1 – lot 1 :

Le titulaire du marché s'engage, pendant toute la durée du contrat, à mettre en œuvre des pratiques visant à réduire l'impact environnemental des prestations de transport.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

- Utiliser, en priorité, des véhicules à faibles émissions (hybrides, électriques, GNV, biocarburants, etc.) ou conformes aux normes Euro 6 ou supérieures.
- Optimiser les trajets pour réduire les kilomètres parcourus à vide et limiter la consommation de carburant.
- Former ses conducteurs à l'écoconduite et en assurer le suivi.
- Mettre en place un suivi annuel de l'empreinte carbone liée au marché (ex. : tonnes de CO₂ émises, consommation de carburant).
- Communiquer à l'acheteur, au moins une fois par an, un rapport environnemental synthétique relatif à l'exécution du marché (incluant les actions menées et les résultats obtenus).

8.2.2 – lot 2 et 3 :

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre, pendant toute la durée d'exécution du marché, des mesures visant à réduire l'impact environnemental des prestations de stockage.

Ces engagements portent notamment sur les points suivants :

1. Énergie et bâtiments :

- Utilisation d'installations respectueuses de l'environnement (bâtiments à haute performance énergétique, toiture photovoltaïque, etc.).
- Optimisation de la consommation d'énergie (éclairage LED, gestion intelligente des équipements, etc.).

2. Émissions et gestion des déchets :

- Réduction des émissions de CO₂ liées aux équipements de manutention (chariots électriques, maintenance réduisant les fuites d'huile ou de gaz).
- Mise en place du tri des déchets sur site, recyclage et valorisation systématique des déchets d'emballage.

3. Utilisation de produits écoresponsables :

- Utilisation de palettes recyclées, d'emballages réutilisables ou recyclables.
- Produits d'entretien certifiés ecolabel.

Article 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1 - Nature du prix

Cf. article : 7 du CCTP.

9.2 - Caractère du prix

Les prix sont fermes pour une première période d'exécution du marché d'un an. Le taux d'éventuelles taxes spécifiques supplémentaires hors surcharge carburant, restent également fixes pour cette période.

Les prix indiqués par les candidats dans leurs offres seront utilisés comme base de comparaison pour l'analyse des offres. Ces prix feront l'objet d'un ajustement au 1^{er} Janvier 2026 sur la base des derniers indices disponibles à cette date.

Base de facture surcharge carburant : le candidat doit proposer un taux mensuel de surcharge carburant, son mode de calcul et les moyens mis en œuvre (site internet, information personnalisée, etc) pour la communication du taux pratiqué pour le mois en cours.

Le taux de surcharge est fixe du 1^{er} au 31 du mois en cours, un taux différent ne pourra être appliqué sur une même facture.

Au-delà de la première période de 1 an et pour toutes les nouvelles périodes de 1 an, le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (réalisé selon la formule de révision ci-dessous). **Avec un préavis de 3 semaines** avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Les prix ainsi ajustés constituent les nouveaux prix pour la nouvelle période considérée et sont calculés de la

façon ci-après :

Les prix seront ajustés en fonction de l'évolution des indices publiés :

- Par le **Comité National Routier (CNR)** Indice CNR LD EA <http://www.cnr.fr>.
- Par l'INSEE « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52.10 – Entreposage et stockage Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766406 »

Identifié de la façon ci-dessous :

P(o) est le prix initial du marché réputé établi au mois de Janvier 2026

P(n) est le prix ajusté.

LD(o) valeur de l'indice : du CNR : CNR LD EA de Janvier 2026

LD (n) valeurs moyennes des indices du CNR : CNR LD EA connues sur la période trimestrielle précédant la date d'ajustement.

S(o) valeur de l'indice Entreposage et stockage INSEE Janvier 2026

S (n) valeur moyenne de l'indice Entreposage et stockage INSEE, connues sur la période trimestrielle précédant la date d'ajustement.

Selon les formules suivantes :

a) Lots 1

$$P(n) = P(o) \times \left(\frac{LD(n)}{LD(o)} \right)$$

b) Lots 2 et 3

$$P(n) = P(o) \times \left(\frac{S(n)}{S(o)} \right)$$

9.3 - Clause butoir

L'ATIGIP-RIEP se réserve le droit d'engager une négociation avec le titulaire du marché ou de résilier le marché, sans indemnité, à la date contractuelle du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus **de 5 %** pour la nouvelle période.

Article 11 – DISPOSITIONS DIVERSES

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire **ne saurait s'intégrer au marché** (CGV, conditions de documents commerciaux, etc...).

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de communiquer les documents relatifs à l'article **R324-4 du Code du travail** modifié par le décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005.

Tout changement, de statut ou forme juridique, du titulaire doit être communiqué sans délai et par écrit à l'attention du Directeur Adjoint de l'ATIGIP.

Article 12 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT

Les factures sont établies par période mensuelle (du 01 au 31). Elles sont transmises au début de chaque mois et font référence au site émetteur des ordres de transport et de stockage (une facture par site).

La facture du mois « m » est à transmettre au plus tard le 15 du mois « m+1 »

Les factures sont à adresser au nom de - ATIGIP-RIEP – 11, rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 Tulle. Elles sont à poster sur le portail Chorus pro selon les précisions, indiquées ci-dessous ou/et indiquées dans le bon de commande

Les identifiants pour l'envoi des factures sont les suivants :

- Service de l'état ? Répondre NON (information à saisir uniquement en cas de dépôt manuel)
- SIREN : 16001203500038
- Service : indiquer le numéro de service indiqué au bas du bon de commande que vous avez reçu.
- N° d'engagement : ne rien indiquer (donnée facultative pour la RIEP)

Tous les éléments d'information pour l'utilisation de ce portail à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

12.1 - Factures lot n°1

- Elles sont établies en 1 original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :
- Identification du site d'expédition, émetteur de la commande ;
- Nom, adresse du créancier, n° compte bancaire ou postal (précisé à l'Acte d'Engagement), n° de TVA intracommunautaire ;
- Date de facturation Le numéro du marché, la référence des bons de commandes ou des titres de transport ;
- Le montant HT et TTC, taxes additionnelles éventuelles ;
- Désignation exhaustive des prestations de transport réalisées au cours de la période écoulée (nombre de colis, poids, l'unité taxé, lieu d'enlèvement et de livraison, etc..) ;
- La présentation de la facture doit faire apparaître 1 ligne pour chaque expédition ;
- Concernant le forfait : kms parcourus au prorata du forfait annuel et la surcharge gasoil correspondante, au-delà du forfait les kms supplémentaires et la surcharge gasoil correspondante ;
- Chaque prestation annexe ou supplémentaire doit faire l'objet d'une ligne de facturation identifiable et distincte.

12.2 - Factures lots n° 2 et 3

Elles sont établies en 1 original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Identification du site facturé, ou émetteur de la commande ;
- Nom, adresse du créancier, n° compte bancaire ou postal (précisé à l'Acte d'Engagement), n° de TVA intracommunautaire ;
- Date de facturation Le numéro du marché ;
- Le montant HT et TTC ;
- Désignation forfaitaire par douzième des mises à disposition de surfaces au cours de la période écoulée ;
- La référence des bons de commandes des surfaces supplémentaires louées ;
- La présentation de la facture doit faire apparaître 1 ligne pour chaque prestation ;
- Les prestations annexes ou supplémentaires doivent faire l'objet d'une ligne de facturation identifiable et distincte.

12.3 - Mode de règlement - Délai de paiement

A l'exception du délai de paiement, les modalités de règlement sont soumises aux dispositions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont réalisés conformément aux Chapitres I et II du titre IX du livre I du code de la commande publique (Le délai de paiement prend effet à compter de la date de réception de la facture par l'administration contractante, et se termine à la date de mise en paiement par le comptable assignataire.)

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement complète et conforme.

12.4 - Origine du paiement

L'ATIGIP RIEP est une structure de l'Etat organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor créé par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

Comptable assignataire : L'agent Comptable de la R.I.E.P. 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE CEDEX ☎ 05.55.29.99.32

12.5- Avance

Une avance de 5 % peut être accordée au Titulaire selon les conditions et modalités définies aux articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique.

Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

12.6 - Acompte

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture.

Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

Article 13 – MISE AU POINT

Conformément à l'article R. 2182-6 du code de la commande publique, une mise au point sera réalisée entre le candidat retenu et le pouvoir adjudicateur avant la notification du marché. Cette mise au point vise à clarifier les éléments suivants :

- Le détail, des modalités et contraintes d'accès les moyens éventuellement spécifiques à mettre en œuvre par le titulaire ;
- La rédaction d'un document type « bon de commande » ;
- La procédure de gestion des litiges et incidents ;
- La procédure de gestion des pénalités ;
- L'outil de référence pour le calcul des kilomètre parcourus ;
- Le formalisme d'étiquetage ;
- La périodicité de transmission des statistiques ;
- L'outil de gestion des stocks.

Article 14 – CLAUSE DE REEXAMEN

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties conviennent que le marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible :

14.1 L'évolution des modalités d'accès, de la liste des marchandises à transporter et documents contractuels :

Le détail des modalités et contraintes d'accès aux établissements, la liste des marchandises à transporter, les moyens spécifiques à mettre en œuvre par le titulaire, ainsi que le contenu du document type « bon de commande » mentionné aux articles 2.1 et 2.2.5.2 du CCTP, sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution. Ces évolutions feront l'objet :

- d'un ordre de service, si elles n'ont aucun impact financier sur le titulaire,
- d'un acte modificatif au contrat (avenant) au marché, si elles entraînent une incidence financière.

14.2 Les modifications de la liste des bénéficiaires

La liste des bénéficiaires pourra être modifiée par adjonction ou suppression. Le titulaire s'engage à étendre dans les mêmes conditions techniques et qualitatives, les prestations prévues au marché aux nouveaux bénéficiaires.

Ces évolutions sont constatées par décision administrative et ne peuvent pas entraîner une incidence financière.

14.3 L'augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu

Le montant maximum du marché pourra être augmenté en cas de déploiement prévisible mais non prévu dans le marché initial de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire de l'augmentation du montant maximum et justifiera que ce déploiement est strictement lié à l'objet du marché initial.

L'augmentation du montant maximale sera intégré au marché par acte modificatif au contrat (avenant).

14.4 La commande de prestations spécifiques ne figurant pas dans l'offre initiale du titulaire

Si pendant l'exécution du contrat de transport, des prestations annexes ou complémentaires non prévues au marché initial, peuvent à titre exceptionnel permettre la résolution immédiate d'un empêchement à la livraison ou au transport, le transporteur doit informer l'ATIGIP des modalités d'exécution de ces nouvelles prestations et des coûts correspondants. Si l'ATIGIP, accepte le recours à ces prestations celles-ci devront faire l'objet d'un bon de commande validé par le pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord sur le prix et/ou sur les modalités d'exécution, l'ATIGIP se réserve la possibilité de faire appel à un autre transporteur.

14.5 Les modifications dues à une évolution réglementaire ou législative

Dans le cas où les prestations initialement décrites dans le marché initial doivent faire l'objet de modifications à la suite d'une évolution réglementaire ou législative, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cette évolution.

Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendue nécessaire par l'évolution réglementaire ou législative.

A l'initiative du titulaire ou de l'acheteur, après une éventuelle phase de négociation, le prix est intégré au marché soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier à la hausse comme à la baisse.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

Article 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

15.1 - Dérogations au C.C.A.G.

Certains éléments des articles 12.3 du présent CCAP et art 3 du CCTP dérogent aux conditions générales du CCAG-FCS.

15.2 - Dérogations aux normes homologuées

Sans objet.

Annexes CCAP – ESTIMATIF PREVISIONNEL PAR LOT

a) Lots 1

Estimation de la répartition des volumes ci-dessous :

Site d'expédition	Nombre Palettes	Métrage
31 MURET	3 000	1 400
54 TOUL	3 000	2 200
81 ST SULPICE	2 200	1 200
36 ST MAUR	700	600
13 ARLES	1 500	500
AUTRES DIVERS	500	400
77 MELUN	400	150
27 VAL de REUIL	400	200
14 CAEN	200	100
17 ST MARTIN	250	100
55 MONTMEDY	150	100
47 EYSES	200	100
35 RENNES	100	50
10 CLAIRVAUX	100	50
36 CHATEAUROUX	100	50
26 VALENCE	100	50
56 LORIENT	50	20
66 PERPIGNAN	20	10
03 MOULIN	20	10
63 RIOM	1 200	400
65 LANNEMENZAN	40	30
75,19 ...	50	30
Total général	14 280	7 750

b) Lots 2 et 3

Les m² supplémentaires nécessaires, au delà des engagements forfaitaires, ne sont pas évalués, idem pour les mouvements supplémentaires.

Signature et cachet du candidat